

CRISES ET MUTATIONS DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE EN EUROPE DE L'OUEST

**Séminaire de réflexion sur le renouvellement de la social-démocratie
Montréal, le 19 mai 2011**

Dans cette intervention, je propose de revenir sur l'ensemble des travaux qui sont les miens, à travers une présentation consacrée aux crises et aux mutations de la social-démocratie en Europe de l'Ouest.

La première chose qui m'a frappé en travaillant sur la crise de la social-démocratie, c'est à quel point celle-ci est récurrente à travers l'histoire. Quand on parle de crise de la social-démocratie actuellement, ce qui est nouveau ce n'est donc pas le phénomène lui-même, mais la forme qu'il prend. Surtout, **le détour historique auquel je me suis livré m'a convaincu que les différents moments de crise générale de la social-démocratie ont participé à façonner l'identité de cette famille politique, et à accélérer brutalement sa mutation, qui fut impressionnante tout au long du XXème siècle.** Les partis sociaux-démocrates étaient en effet marxistes, internationalistes, méfiants envers l'État bourgeois. Au fil du temps, ils ont cependant suivi un « sentier de dépendance » historique, creusé et scandé par des crises, qui les a conduit à s'intégrer toujours plus dans les systèmes politiques nationaux *et* dans le système économique capitaliste. Les quelques éléments qui suivent en fournissent une illustration.

Si l'on passe sur la crise révisionniste du début de siècle, le premier moment de crise générale de la social-démocratie européenne eut lieu lors de la Première guerre mondiale. La question nationale est au cœur de cette crise, qui se traduit d'abord par l'échec de l'Internationale socialiste à empêcher une boucherie qu'elle s'était engagée à éviter à tout prix. La IIème Internationale éclatera sur cette question, ce qui aura pour conséquence la division durable du mouvement ouvrier européen entre partis socialistes et partis communistes. Mais la Première guerre mondiale aura deux autres conséquences très importantes pour la social-démocratie. D'une part, les politiques d'Union sacrée vont accélérer l'intégration des partis sociaux-démocrates dans les régimes politiques représentatifs. Il s'agit là de l'approfondissement d'un processus déjà en cours, qui permet de comprendre au passage l'échec de l'Internationale, dans la mesure où les partis avaient en fait déjà intégré une logique nationale. D'autre part, cette « normalisation » de la social-démocratie s'est accompagnée d'une évolution du rapport à l'État. Cela a été favorisé par le fait que les circonstances de la guerre ont prouvé qu'une certaine planification économique était possible depuis les instances gouvernementales. En un mot, la voie de la gestion sans remise en cause radicale du système capitaliste a été ouverte.

Le second moment de crise générale, ce sont les années 1930. Il s'agit là d'une double crise d'impuissance, face aux conséquences de la crise de 1929, et face à la montée des

fascismes. Cela dit, malgré le marasme apparent de cette décennie (échecs gouvernementaux, division et échec stratégique face au nazisme), la décennie 1930 fut aussi une période de mutation théorique et programmatique de la social-démocratie européenne. Cette période se caractérisa par l'émergence de nouvelles conceptions économiques, qui -hormis en Suède- n'ont pas eu de traduction immédiate, mais ont participé à forger la matrice du compromis social-démocrate/keynésien de l'après-guerre : un compromis qui là encore se déroulera dans un cadre à la fois national et capitaliste.

Le troisième moment de crise générale est celui des années 1970/1980. Il s'agit d'abord d'une crise électorale à la fin des années 70, avec une série noire de défaites au Nord et au Centre de l'Europe, là où s'était développée la branche la plus traditionnelle de la social-démocratie (parti de masse avec un lien aux syndicats et à la société civile fort). Notons toutefois que cette série de défaites était contrebalancée par un certain succès des partis socialistes en Europe du Sud (Espagne, Portugal, Grèce et France). Elle n'en était pas moins liée à une perte d'efficacité économique et sociale, elle-même due à l'effondrement du paradigme économique keynésien, si consubstantiel au projet social-démocrate d'après-guerre. S'y ajoutait d'ailleurs une perte de leadership intellectuel : l'État providence, œuvre d'inspiration sociale-démocrate par excellence, était attaqué par la droite sur son coût, et par la nouvelle gauche antiautoritaire sur ses aspects bureaucratiques. Enfin, le contexte général, dans des sociétés d'abondance, se caractérisait aussi par la montée en puissance des enjeux de liberté individuelle et de qualité de vie, dits aussi « post-matérialistes », et pour lesquels les partis sociaux-démocrates n'étaient pas spécifiquement préparés, puisque le clivage qui leur a donné naissance est un clivage de nature socioéconomique.

Cette dernière remarque nous montre que *si la période de l'après-guerre est vue rétrospectivement comme un Age d'Or social-démocrate* (niveau électoral à son apogée, domination intellectuelle, rapport de forces en faveur des travailleurs), *on peut aussi y repérer les ferments endogènes de la crise des années 1970.* Car la prospérité économique a aussi favorisé les comportements consuméristes et individualistes. Selon plusieurs auteurs, l'esprit de solidarité aurait été miné de l'intérieur, alors qu'il se révélera d'autant plus nécessaire en période de crise et de raréfaction des ressources. A partir d'un raisonnement strictement économique, on peut aussi remarquer que si la spirale inflationniste a été cassée en mettant au pas les revendications salariales, c'est aussi parce que de nombreuses classes intermédiaires s'étaient constituées un patrimoine personnel durant le boom économique. Or, ce qui comptait pour eux était désormais sa valorisation, et non plus le crédit quasi-gratuit de l'ère keynésienne. D'où le basculement facilité du rapport de forces envers la *supply-side economics* d'inspiration néolibérale, qui tranchait avec les politiques sociale-démocrates traditionnelles.

*

Si je m'arrête un peu plus longuement sur cette période de la fin des années 1970, c'est qu'elle met particulièrement au défi la social-démocratie. Il y a des facteurs de long terme dans cette mise au défi, comme le déclin numérique de la classe ouvrière traditionnelle et la

diversification des enjeux qui structurent la compétition politique, mais il y a aussi des facteurs plus brutaux, comme le retournement du rythme de croissance mondial. Le politologue australien Ashley Lavelle y voit d'ailleurs carrément la raison de la mort du projet social-démocrate de l'après-guerre. A l'appui de sa thèse, on peut souligner que dans un contexte de « forte croissance sans excès d'inflation », les politiques progressistes mises en œuvre restaient compatibles « avec le maintien des profits réels »¹. Or, l'effondrement des taux de croissance moyens depuis les années 1970 a porté un coup à cet équilibre, en rendant plus difficile la conjugaison entre progrès social et maintien des rendements du capital. Pour le dire brutalement, la social-démocratie a été contrainte de faire un choix auquel elle avait jusque-là échappé. Le rapport de forces à la fin de la décennie 70, ainsi que l'évolution de sa propre identité tout au long du 20^{ème} siècle, l'ont conduite à renoncer au combat contre les détenteurs de capitaux. Elle a donc fini par embrasser, avec plus ou moins de bonne volonté, les politiques néolibérales d'austérité monétaire et salariale, et de libéralisation des mouvements financiers.

A l'origine de mon travail sur les mutations de la social-démocratie, il y a donc cette énigme, qui est celle du maintien des partis sociaux-démocrates parmi les principales alternatives partisans, malgré (1) la disparition (relative) de la base matérielle sur laquelle reposait la réussite de leur projet ; (2) les transformations sociologiques des sociétés dites postindustrielles ; (3) un élément dont je n'ai pas parlé, qui est tout de même l'effondrement de l'environnement géopolitique bipolaire dans lequel s'est inscrit son « Age d'or ». Autrement dit, **l'enjeu pour moi est de comprendre la « résilience » de la social-démocratie à cet ensemble de phénomènes peu favorables.**

En écho à l'analyse du personnel politique comme groupe « d'entrepreneurs politiques », je considérerai donc les partis comme des « entreprises politiques », capables de se reconverter. Dans cette logique, la « reconversion partisane » se définit comme l'ensemble des 3 types de mutations: la redéfinition du projet politique (quels objectifs et quels types de politiques se substituent aux précédents) ; la recomposition de la base électorale (comment la coalition d'électeurs du parti se transforme) ; les changements organisationnels (comment les rapports de pouvoirs au sein du parti sont modifiés, et comment les modes de mobilisation des électeurs évoluent). Si l'on devait définir un idéaltype de la reconversion partisane, il combinerait ces trois types de mutations, qui s'appuient logiquement l'un sur l'autre : changer de projet signifie en effet que le parti devient « l'agent médiateur » d'intérêts sociaux différents, d'où la nécessité de fidéliser et de mobiliser les soutiens électoraux qui correspondent à ces intérêts, nécessité qui implique à son tour l'existence d'une structure partisane adaptée à cette nouvelle quête.

Pour donner un exemple concret, j'ai récemment mené une étude avec mon collègue Mathieu Vieira, consacrée à une dimension particulière de la recomposition de l'électorat du PS français : dans ce travail nous avons montré que durant ces dernières années, la dynamique électorale de ce parti s'est clairement déplacée vers les villes dites « idéopôles », à savoir des villes-métropoles particulièrement insérées dans la mondialisation et l'économie de la connaissance, dont l'évolution démographique se fait de plus en plus aux dépens des classes

¹Jacques Généreux, *La Grande Régression*, Éditions du Seuil, 2010, p. 24.

populaires, et au profit de salariés travaillant dans les secteurs postindustriels, plutôt aisés, qualifiés, et mobiles. Nous avons d'ailleurs souligné que les maires socialistes de ces idéopôles représentent pour beaucoup d'entre eux une ligne « sociale-libérale », qu'ils défendent dans le débat public en général et au sein des procédures électorales du parti en particulier².

*

Le but de ce travail sur la « reconversion partisane » est donc de comparer les modes d'adaptation de différents partis, d'en étudier l'impact sur la nature des partis en question, mais aussi de fournir des éléments sur le « coût à payer » de cette reconversion. Car la période actuelle est celle d'une crise très profonde de la social-démocratie.

Dans un premier temps pourtant les stratégies de reconversions ont semblé porter leurs fruits : la fin des années 1990 est un moment de réussite incontestable pour les sociaux-démocrates. On sait en effet qu'ils dirigent ou participent à ce moment aux $\frac{3}{4}$ des gouvernements de l'UE à 15. C'est l'occasion de découvrir une nouvelle identité sociale-démocrate, qui se traduit par un discours offensif, à 3 dimensions : une assimilation de la logique néolibérale ; la conservation d'un discours social traditionnel ; une appropriation des problématiques post-matérialistes. Électoralement, le succès est au rendez-vous, mais des fragilités sont repérables, qui vont très vite se révéler. Premièrement, il faut souligner que l'ampleur des victoires est faible : elles n'ont été acquises sur l'affaiblissement relatif des concurrents. Deuxièmement, bien que recentrés, les partis sociaux-démocrates revenus de l'opposition ont profité des ressentiments contre les politiques néolibérales des conservateurs. Or, il est probable que leur exercice du pouvoir décevra des segments de cet électorat. Troisièmement, des leaders de talent ont aussi pesé dans la victoire, ce qui est une arme à double tranchant, une fois ces leaders usés ou partis.

D'ailleurs, la « vague rose » de la fin du 20^{ème} siècle fut éphémère. Comme je l'ai indiqué dans une note récente à la fondation Jean Jaurès³, *il y a deux éléments très inquiétants pour la social-démocratie, qui sont autant de limites à l'argumentation faisant de « la survie des partis » un démenti à la crise profonde de la social-démocratie*. Le premier élément est la crise électorale qui touche la social-démocratie européenne : si une érosion du vote en leur faveur est visible depuis les années 1980, c'est depuis le début de la décennie 2000 que cette dynamique s'emballe. Des grands partis comme le SPD allemand, le SAP suédois et le Labour Party britannique ont connu des défaites historiques. J'en profite ici pour le souligner le symbole qu'a constitué la défaite historique du SAP trois ans après la crise financière, alors que pendant les années 30, il fut un des rares à représenter une alternative crédible à l'orthodoxie économique du moment. De façon générale, la moyenne des scores électoraux obtenus par les partis sociaux-démocrates lors des législatives en Europe de l'Ouest, a connu un déclin marqué dans les cinq dernières années. Il

² Fabien Escalona et Mathieu Vieira, « La social-démocratie des idéopôles », dans *Une droitisation de la classe ouvrière en Europe ?*, Économica, Paris, 2011 (à paraître).

³ Le développement qui suit reprend une analyse disponible sur le site de la Fondation Jean Jaurès : Escalona, F., « La crise de la social-démocratie sonne-t-elle son agonie ? », *Notes de la Fondation Jean Jaurès/Observatoire de la social-démocratie*, février 2011.

existe une seconde limite, qui consiste à mettre en évidence que l'évolution de ces partis a vidé de son sens le qualificatif « social-démocrate ». Selon ce type d'analyse, l'acceptation du cadre néolibéral empêcherait les sociaux-démocrates de défendre les intérêts des couches populaires et des couches moyennes en voie de déclasserement. En résumé, face à « l'extension du domaine de la concurrence », leur différenciation sur la dimension économique et sociale ne se ferait plus que sur le terrain de la compétence gestionnaire et de la compassion.

Cette vision sévère rejoint ma conclusion qu'en plus de la crise électorale et de la crise de projet que traverse la social-démocratie, nous sommes actuellement en présence d'une crise identitaire. Un des aspects de cette dernière peut se reconnaître derrière le phénomène des dissidents sociaux-démocrates. Ces dissidents ont en effet choisi de quitter leur famille partisane d'origine, pour rejoindre la famille anticapitaliste qui se structure en Europe sur les décombres de la famille communiste. Je m'intéresse particulièrement au cas de *Die Linke* en Allemagne, dont un des promoteurs fut l'ex-leader du SPD Oskar Lafontaine, et à celui du Parti de Gauche (PG) de Jean-Luc Mélenchon (ex-PS), qui joue un rôle moteur dans la coalition électorale du Front de Gauche en France. Si la capacité de mise au défi de la social-démocratie d'un point de vue électoral reste encore à prouver en France, ce n'est plus le cas en Allemagne : plusieurs centaines de milliers de voix se sont transférées du SPD vers *Die Linke* entre 2002 et 2009.

*

Mais après avoir mis en évidence les éléments de la crise de la social-démocratie et leur lien avec le processus de « reconversion partisane » suivi par cette dernière depuis la fin des années 1970, je voudrais terminer sur les perspectives d'avenir de la social-démocratie et les obstacles qui se dresseront devant elle.

D'une part, il est permis d'espérer en *un avenir de la social-démocratie hors de l'Europe*, et notamment dans les pays en développement, comme le pensait l'historienne Nina Fishman. En Amérique Latine, le gouvernement de « Lula » a noué un subtil compromis entre un héritage monétariste favorable aux investisseurs internationaux et un keynésianisme favorable à la population. En Uruguay, dans un contexte de forte croissance là encore, le *Frente Amplio* a appliqué des mesures d'urgence sociale et de réforme de la fiscalité qui ont contribué à une amélioration réelle du bien-être de la population. D'autre part, *même en Europe*, une alternative sociale-démocrate au néolibéralisme pourrait se développer en réaction à la grande crise financière qui ravage le continent. Souvenons-nous que la victoire de la social-démocratie suédoise n'a été acquise que trois ans après l'éclatement de la crise de 1929, et que de nombreuses années lui ont été nécessaires pour mettre en œuvre des politiques ambitieuses. Un degré important de conflictualité sociale s'est certes révélé nécessaire, à la fois comme « aiguillon » et « soutien » à la social-démocratie. Mais il est encore tôt pour pronostiquer l'apathie de la population européenne face aux plans d'austérité en cours, comme en attestent le mouvement pacifique des « Indignés » en Espagne, ou la succession de grèves générales ou sectorielles dans les pays les plus touchés par les politiques de rigueur.

Il n'en reste pas moins que *plusieurs défis se dressent sur une voie permettant de renouer avec le cœur de la tradition sociale-démocrate.*

Premièrement celui de l'Union européenne. C'est un des plus importants stratégiquement, mais qui pose beaucoup de difficulté. Alors qu'il s'agit du niveau idéal pour imposer un nouveau rapport de forces entre travail et capital, les institutions de l'UE et les règles économiques qui prévalent sont davantage favorables à un agenda néolibéral qu'à un agenda social-démocrate traditionnel. Comme l'a écrit Fritz Scharpf, l'incapacité à « [mettre] en œuvre au niveau européen [des] mesures de *market-correcting* » conduit à « une perte fondamentale de contrôle politique sur l'économie capitaliste » : « dans une perspective néo-libérale, c'était bien évidemment le but recherché »⁴.

Deuxièmement, la question de la remise en cause du productivisme reste un impensé. Or, il est fort probable que le découplage entre croissance du PIB, consommation des ressources et émissions de CO₂, soit plus que difficile à réaliser. Pour ne prendre que l'exemple français, l'économiste et eurodéputé Pascal Canfin a calculé qu'au-delà d'1,5% de croissance annuelle, il devenait techniquement impossible (ou très improbable) d'atteindre les objectifs fixés par le GIEC d'ici 2050⁵. Les sociaux-démocrates n'ont pas encore fourni de pensée ni de proposition convaincante sur ce terrain. Cela est probablement lié à un fait que l'on oublie souvent : le travail de reconstruction idéologique et de diffusion de nouvelles conceptions n'a guère été mené pendant les longues années de domination du paradigme néolibéral, ni même lorsque son efficacité fut de plus en plus mise en question. Si bien que le paradigme néolibéral, bien que délégitimé, vit encore « faute de concurrent ». Or, il faut mesurer que cette situation est différente de celle de la fin des années 1970, où face à l'essoufflement du keynésianisme, la droite était dotée d'une contre-idéologie construite, prête à se traduire politiquement tant elle avait été diffusée par de nombreux canaux universitaires, médiatiques, etc.

Enfin, le dernier défi à évoquer est celui de la prise en compte des inquiétudes vis-à-vis de l'immigration, des revendications identitaires et religieuses, et plus largement du modèle valorisé du « nomadisme » géographique et culturel. Ces inquiétudes se retrouvent à la fois au sein des classes moyennes et des classes populaires, et sont d'ores et déjà prises en charge par des mouvements de droite radicale qui n'ont rien de progressiste, malgré une défense accrue de la protection sociale depuis la crise, qui se traduit surtout par un « *welfare chauvinism* ».

*

En conclusion, je dirais modestement que le travail pour les sociaux-démocrates est à la mesure du retard accumulé : il doit être à la fois idéologique et stratégique, pour proposer certes une alternative progressiste au capitalisme néolibéral, mais aussi les moyens d'y parvenir, à la fois au plan national et au plan continental. Selon moi, **les sociaux-démocrates doivent être plus clairs sur les intérêts qu'ils veulent défendre, contre quoi et contre qui, tout en portant un discours positif.** A ce titre, le mot d'ordre de la « démocratisation » des sphères politique et

⁴ Fritz Scharpf, *Gouverner l'Europe*, Presses de Sciences Po, Paris, 2000, p. 77.

⁵ Pascal Canfin, « Écologie, emploi, inégalités : pour une nouvelle synthèse progressiste », *Esprit*, mars-avril 2011.

économique pourrait être un point de départ. Il aurait l'avantage de rejoindre la quête d'émancipation collective et individuelle qui était au cœur du mouvement ouvrier, tout en étant adapté à la société contemporaine, parcourue par des demandes d'autonomie et une certaine méfiance à l'égard des « décideurs » politiques et économiques.

Fabien Escalona.

Allocataire de recherche, laboratoire Pacte-PO (IEP de Grenoble).